Proportionnelle : pour gagner les élections, Macron prépare le retour à la 4ème République !

écrit par Christine Tasin | 8 septembre 2020

Il n’a pas le vent en poupe (il faut dire qu’il ne l’a jamais eu, même en 2017 où il a été élu par défaut, par les électeurs anti-Marine qui auraient préféré voter pour un âne que pour elle, par les abstentionnistes et les votes blancs finalement). Mais il aime le pouvoir, et il n’a pas encore suffisamment entraîné la France dans le fond. Ce qui est clairement son but. Nous amener à un taux d’endettement et de dégoût tels qu’il pourra imposer les projets bruxellois de nous faire travailler jusqu’à 75 ans 45 heures par semaine pour des clopinettes en s’excusant d’exister devant les migrants et autres descendants d’immigrés.

Mais, pour cela, il lui faut conserver le pouvoir… et la claque reçue par LREM aux municipales ajoutée à la mauvaise opinion que les Français ont de Macron – ils ne l’aiment pas, il n’a aucune popularité, ce qui, dans la France héritière de 1789, augure mal de sa fin de règne) ça le travaille, ça le perturbe. Forcément.

Alors il rêve d'une coalition qui aurait un petit air de « front républicain », vous savez, ces alliances improbables entre les défunts UMP et PS quand un malheureux FN avait des chances d'être élu… mais, plus sûrement encore, il rêve de ces « coalitions » qui font les rois sans passer par les élections. Il doit rêver de l'exemple espagnol qui a vu les socialistes reprendre le pouvoir sans que l'on demande son avis au peuple, juste une histoire d'alliance entre petits amis (et ennemis, le pouvoir vaut bien une messe)…

Alors ça bosserait dans les Ministères pour faire voter un changement dans les modalités de vote (dites-moi, il ne faudrait pas un vote en Congrès à Versailles pour changer ce qui s'apparente à un changement constitutionnel ?). J'imagine que les ordinateurs chauffent, pour faire toutes les simulations possibles et proposer une loi donnant toutes ses chances à Macron avec le bon pourcentage de proportionnelle qui laisserait le RN dans une minorité perpétuelle, faute d'alliance…

Alors, pendant que les technocrates planchent, Macron prépare le terrain en préparant en amont ses futurs coalisés, afin de récupérer des gens pas tout à fait d'accord avec lui, qui refusent de faire partie de LREM, mais qui accepteront de voter pour lui en échange de quelques postes rapportant pouvoir et argent.

.

Emmanuel Macron a décidé d'élargir l'alliance majoritaire au-delà d'En marche et du MoDem. Objectif : les élections locales de mars, mais surtout la présidentielle. Enquête.

D'une nébuleuse, Emmanuel Macron veut faire une galaxie. Le chef de l'État a donné la consigne cette semaine aux principaux dirigeants de la majorité : il souhaite désormais un dispositif « consolidé, structuré et élargi », rapporte un de ses confidents. Après l'échec cuisant des élections

municipales et le choc causé par l'épidémie de Covid-19, il juge urgent de réorganiser la majorité pour la préparer aux élections régionales et départementales de l'an prochain. Et, bien sûr, à la future campagne présidentielle de 2022.

Pour décrire ce dessein du chef de l'État, certains utilisent le mot de « coalition ». D'autres évoquent une « confédération ». D'autres encore, une grande « alliance ». « Le mot importe peu », estime Stanislas Guerini, le dirigeant de La République en marche (LREM). Car l'essentiel, à en croire les promoteurs de l'initiative, réside dans la « clarification » et dans le resserrement du bloc-équipe constitué par LREM et le MoDem, piliers de sa conquête du pouvoir en 2017. « Il est normal, légitime et souhaitable que ces deux familles politiques, qui ont permis l'élection du Président, travaillent ensemble, se félicite le leader de la formation centriste, François Bayrou. Cela doit permettre non seulement d'aborder les séquences électorales, mais de rendre plus efficace leur travail en commun et de porter ainsi la voix des Français. »

Des élus de gauche et surtout de droite

Mais les deux forces politiques qui furent à l'origine de son élection ne suffiront pas, à elles seules, à assurer sa réélection. C'est pourquoi le plan de Macron vise également à l' »élargissement » et au « dépassement » : à LREM et au MoDem, Macron espère agréger d'autres forces « du centre gauche au centre droit », explique-t-on dans son entourage, afin d'élargir ses parts de marché électorales.

> *Il s'agit de constituer une force centrale ouverte et apte à s'élargir*
>
> *Les partenaires possibles : à des degrés divers, le groupe*

Agir, formé par le ministre Franck Riester avec des élus centristes ayant rejoint la majorité ; le Mouvement radical de Laurent Hénart ; La République des maires, créée par Christophe Béchu, maire d'Angers, avec des déçus de la droite tentés par le macronisme ; ou encore l'association Territoires de progrès, créée par d'anciens socialistes derrière le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Ainsi que certains grands élus de gauche, mais surtout de droite, comme le maire (LR) de Nice, Christian Estrosi, l'a laissé entrevoir en début de semaine en appelant son camp à soutenir la candidature de Macron en 2022.

« Il s'agit de constituer une force centrale ouverte et apte à s'élargir », résume le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, qui devrait jouer un rôle important dans cette nouvelle organisation, aux côtés de Stanislas Guerini et de François Bayrou, dont la promotion au poste de haut-commissaire au Plan « s'inscrit dans ce dispositif », confie une source proche de l'exécutif. En clair : le chef du MoDem a demandé des contreparties au renforcement de la majorité présidentielle.

Il n'y a pas de culture de la coalition dans notre pays. Pour en créer une, il faut la proportionnelle.

L'objectif de ce « new deal » politique est double. D'abord, et à court terme, assurer une meilleure coordination de la majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat. Promises de longue date, mais jamais arrivées, des réunions régulières de toutes ces composantes devraient être organisées, sous forme de petits déjeuners de la majorité qui seraient élargis aux mouvements alliés. Un intergroupe réunissant LREM, le MoDem et Agir va également être créé dans les prochains jours au Palais-Bourbon. À plus long terme, les stratèges de la Macronie ambitionnent de proposer des investitures communes pour les élections départementales et régionales de mars sous l'intitulé « majorité présidentielle ». Le modèle : le scrutin

européen de mai 2019, où la majorité a surnagé avec 22,4%. Alors qu'aux municipales la division a conduit au fiasco.

Lire aussi – La drôle de campagne des députés macronistes pour la présidence du groupe LREM

Le « coup de gong » a été donné par Emmanuel Macron, selon le mot d'un haut dirigeant de la majorité, au cours d'un dîner à l'Élysée mardi 25 août. Autour des plateaux de fruits de mer et du chef de l'État : son secrétaire général, Alexis Kohler ; le Premier ministre, Jean Castex ; Richard Ferrand, Stanislas Guerini, François Bayrou et Philippe Grangeon, conseiller spécial du Président. Au menu : la préparation de 2022, et la consolidation d'un socle consistant de premier tour.

Profiter du désarroi de la droite et de l'éparpillement de la gauche

« Ce grand espace central de la vie politique française, dont j'ai toujours annoncé qu'il pouvait l'emporter sur ses propres forces et qu'il n'avait pas besoin de se raccrocher à la droite ou à la gauche, il faut qu'il s'organise, explique François Bayrou. Pour s'enraciner, occuper le terrain, défendre des idées, être en contact avec les Français. » Pour renforcer une future majorité, des réflexions – très avancées – sont également en cours concernant le retour du mode de scrutin proportionnel, sur lequel travaille le ministère de l'Intérieur. Macron en est convaincu : « Il n'y a pas de culture de la coalition dans notre pays. Pour en créer une, il faut la proportionnelle. »

Jeudi dernier, au cours d'un déjeuner offert à une dizaine de sénateurs LREM à l'Élysée, le chef de l'État s'est montré aussi offensif qu'explicite : « Je ne m'occuperai pas des affaires partisanes, mais il est temps de se rappeler que le président a besoin d'une majorité présidentielle, a-t-il lancé. Il faut s'élargir, revenir à l'énergie collective des débuts et aller très au-delà d'En marche. » Au Sénat, cela peut signifier des rapprochements avec certains centristes et radicaux. Voire avec des membres du groupe LR réticents à suivre la ligne musclée de leur chef de file, Bruno Retailleau. Au-delà, le chef de l'État ne cache pas qu'il veut profiter du désarroi de la droite et de l'éparpillement de la gauche pour rallier « les modérés et les raisonnables », selon l'expression d'un des acteurs de l'opération.

Ce n'est pas forcément une plus-value de s'allier avec Macron

Le timing ne doit rien au hasard. Ce projet était dans les tiroirs depuis plus d'un an, porté notamment par Philippe Grangeon, le conseiller spécial de Macron, qui quittera l'Élysée dans quelques jours. Mais si le Président accélère, c'est qu'il a senti que les divisions, notamment à droite, lui ouvrent une faille. « Nous appelons tous les élus de droite et de centre droit à nous rejoindre », lance ainsi Olivier Becht, président du groupe Agir à l'Assemblée nationale, qui se dit « confiant » : « Un certain nombre d'élus locaux, pragmatiques, comme souvent, vont nous rejoindre », pronostique-t-il.

Lire aussi – Présidentielle de 2022 : Baroin, Bertrand, Estrosi… Qui veut quoi pour la droite?

Vœu pieux? Certes, La République des maires de Christophe Béchu accueillera le 25 septembre un nouvel adhérent : Édouard Philippe. Mais le ralliement spontané d'élus pourtant favorables n'est pas acquis. « Si le constat est fait qu'En marche tout seul c'est un peu court, on progresse, dit l'un d'eux. Et si la majorité s'élargit, je dirai : enfin! Mais

comment? Sous quelle forme? Je reste prudent. » U**n grand élu LR confirme : « Ce n’est pas forcément une plus-value de s’allier avec Macron. On a vu le résultat aux municipales à Lyon et à Bordeaux… » L’opération « coalition » est lancée ; elle est encore loin d’être gagnée.**

https://www.lejdd.fr/Politique/exclusif-emmanuel-macron-lance-sa-coalition-3989949